



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 12 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIZEH EMBALLAGES

Rue de l'Ebeupin
BP 50100
49070 Beaucouzé

Références : 2025-0754
Code AIOT : 0006302268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement GIZEH EMBALLAGES implanté Rue de l'Ebeupin 49070 Beaucouzé. L'inspection a été annoncée le 29/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme d'action nationale de l'inspection des installations classées portant sur la prévention de dispersion des granulés plastiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIZEH EMBALLAGES
- Rue de l'Ebeupin 49070 Beaucouzé
- Code AIOT : 0006302268
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement produit des pots de yaourts à partir de granulés plastiques. Il relève du régime de l'enregistrement au titre de la réglementation des installations classées (rubrique 2661 transformation de polymères).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	2 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence l'existence de procédures, la réalisation de l'audit prévu par la réglementation, la réalisation d'audit interne, la mise en place de dispositifs techniques visant à éviter la dissémination des granulés plastiques (bordures rehaussées au niveau du broyeur et des silos, tamis métallique, grille avaloir), la présence de dispositifs visant à collecter les granulés (aspirateur, balais). L'exploitant doit poursuivre les mesures prises pour éviter la dissémination des granulés plastiques, notamment en poursuivant la mise en place de dispositif filtrant au niveau des réseaux collecteurs au droit des autres zones à risque de dissémination (ex: magasin).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : <p>A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
Constats : <p>Il a été constaté le jour de l'inspection que l'exploitant dispose des procédures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mode opératoire à suivre en cas de perte de granulés dans l'environnement « ENV MOP 001 - A Gestion des granulés au sol en cas de déversement » - mode opératoire pour l'utilisation de l'obturateur « ENV MOP 002 - A Utilisation de l'obturateur d'égout » <p>Il a également présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche de poste du broyeur « LOG MOP 009 B - Fiche de poste broyeurs » - la fiche de poste du déchargement des citernes « LOG MOP 010 A - Fiche de poste déchargement des camions PP » <p>L'exploitant a fait réaliser par l'organisme AFNOR un audit relatif à la prévention des fuites de granulés plastiques "250901_Rapport d'audit prévention GPI dans l'environnement_renouvellement.pdf". Un certificat a été délivré par cet organisme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
Constats : <p>Il a été constaté l'existence de 2 tamis en métal au droit de la grille avaloir située à proximité du</p>

<p>broyeur et au droit de la grille située sous le préau accueillant le broyeur. Le bon de commande communiqué par l'exploitant mentionne une perforation de 1,5 mm. L'exploitant indique que le diamètre des granulés se situe entre 2 à 5 mm de diamètre (mail justificatif du fournisseur). Le dispositif de filtration permet donc théoriquement la collecte des granulés présents sur le site. L'exploitant a prévu d'étendre à d'autres points de son réseau l'équipement par un dispositif filtrant. L'inspection a noté que le réseau près du magasin ne disposait pas de ce type d'équipement qui apparaît pourtant pertinent (voies de circulation des big bags de granulés à proximité + sortie de magasin). L'exploitant dispose d'un ballon obturateur dont la mise en œuvre fait l'objet d'une fiche procédure. L'exploitant dispose d'un aspirateur dédié notamment à l'aspiration des granulés, et de balais. L'exploitant a mis en place au niveau des silos de granulés plastiques des bordures rehaussées afin d'éviter la dispersion des granulés plastiques en cas de déversement. Des bordures rehaussées ont également été installées en limite d'une partie de la zone broyeur afin d'éviter la dispersion hors du local vers l'espace enherbé adjacent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre l'amélioration de l'équipement des réseaux par des dispositifs filtrants, notamment au droit de la grille de collecte proche du magasin, ainsi que sur les réseaux concernés par des voies de circulation des engins transportant les bigs bags.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et

dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de l'inspection:

- un plan des zones à risques
- un mode opératoire à suivre en cas de perte de granulés dans l'environnement « ENV MOP 001 - A Gestion des granulés au sol en cas de déversement »
- un mode opératoire pour l'utilisation de l'obturateur « ENV MOP 002 - A Utilisation de l'obturateur d'égout »
- une fiche de poste du broyeur « LOG MOP 009 B - Fiche de poste broyeurs »
- une fiche de poste du déchargement des citernes « LOG MOP 010 A - Fiche de poste déchargement des camions PP »
- une synthèse de l'audit relatif à la prévention des fuites de granulés plastiques "250901_Rapport d'audit prévention GPI dans l'environnement_renouvellement.pdf" et le certificat délivré par cet organisme.

L'exploitant dispose d'équipements pour ramasser les granulés plastiques en cas de déversement accidentel : aspirateur, balais.

Les déversements accidentels peuvent être confinés sur site grâce aux bordures rehaussées mises en place près du broyeur et autour des silos, de plaques magnétiques pouvant être posées sur les grilles avaloirs, du ballon obturateur, de 2 tamis filtrants (avaloir proche broyeur, et zone broyeur). Quelques granulés ont été observés sur le sol à proximité des silos au sein de la « rétention » formée par les bordures.

L'inspection a effectué un contrôle visuel au niveau du point de rejet avant rejet vers l'extérieur du site. Il n'a pas été constaté de granulés à cet endroit.

L'exploitant indique que les bonnes pratiques sont présentées aux nouveaux arrivants. Il est évoqué en salle la pertinence de renouveler cette sensibilisation de façon régulière à une fréquence à définir par l'exploitant.

L'exploitant a justifié avoir réalisé un contrôle interne (audit de septembre présenté en salle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prévoir à une fréquence qu'il définit un rappel des bonnes pratiques et procédures visant à éviter la dispersion des granulés plastiques dans l'environnement. Il doit compléter le plan des zones à risques, notamment en mentionnant les voies de circulation empruntées par les chariots de transport des big-bags.

L'exploitant est invité à poursuivre l'équipement des réseaux sensibles par des dispositifs filtrants les granulés à la source, et notamment au niveau du magasin (collecte des eaux pluviales des nouvelles voies de circulation des big bags).

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place et tracer les contrôles visuels à une fréquence à définir visant à vérifier le bon fonctionnement des mesures de prévention de dispersion des

granulés plastiques sur site.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022. .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser les 1^{er} et 2 septembre 2025 par l'organisme AFNOR un audit relatif à la prévention des fuites de granulés plastiques "250901_Rapport d'audit prévention GPI dans l'environnement_renouvellement.pdf". Un certificat a été délivré par cet organisme. Le document de restitution est constitué d'une grille de synthèse. L'établissement AFNOR dispose d'une accréditation relative à la certification de systèmes de management (accréditation Cofrac n°4-0001). L'exploitant a mis sur son site internet le certificat délivré mais pas la synthèse du rapport d'audit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois